

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, hier, le ministre de l'Environnement a présenté une proposition et a indiqué qu'elle ferait l'objet de débats publics au cours des deux prochains mois. Cette proposition avait pour but d'inviter le public en général et tous les intéressés à faire des instances. Il est évident que le ministre, de même que le gouvernement voudront prendre en considération tous les points de vue qui seront exprimés concernant le projet énoncé hier par le ministre de l'Environnement. Quant à savoir si d'autres mesures devraient être prises, je vais considérer les remarques faites par l'honorable député comme des suggestions qu'il aimerait que je prenne en considération.

* * *

[Traduction]

LE TOURISME

ON DEMANDE L'AIDE DU GOUVERNEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, ma question, qui fait suite à celle du député de Hillsborough sur le prix de l'essence, s'adresse au ministre d'État chargé des petites entreprises et du tourisme, service qui, à mon avis, devrait être l'un des plus importants du gouvernement. Le ministre est sans doute au courant que le Canada a un déficit d'un milliard de dollars dans le domaine du tourisme. Les chiffres qu'on vient de publier sont de l'ordre de 2.5 milliards dépensés par les Américains au Canada contre 3.5 milliards dépensés par les Canadiens aux États-Unis, soit un déficit de un milliard de dollars.

Le ministre pourrait-il taper sur l'épaule du ministre des Finances et des autres membres du Cabinet pour voir ce qu'on pourrait faire? Je sais que c'est un dur à cuire, et je vois qu'il hoche la tête. Le cabinet pourrait peut-être envisager d'aider ce secteur, qui, par son importance, vient au deuxième rang, comme le ministre le sait. Dans ma propre province, l'Ontario représente 7 milliards de dollars de revenus...

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. William Rompkey (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame le Président, je viens de passer la main dans le dos du ministre des Finances plutôt que de lui taper sur l'épaule parce que, dans ses récentes déclarations à la Chambre, il a clairement prouvé son soutien pour la petite entreprise. Je rappellerai au député que, dans le domaine du tourisme, la plupart des entreprises sont petites. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour dire que nous devrions donner à ce secteur une plus grande attention et une plus grande priorité. Même si l'essence coûte cher, la valeur du dollar canadien nous donne un avantage.

Rappelons aussi que, selon les journaux, les impôts provinciaux sont loin de favoriser le tourisme. S'il avait lu les articles que j'ai lus aujourd'hui, il saurait que Tourisme Ontario Inc., par exemple, s'est adressée à son gouvernement pour lui demander de diminuer les taxes sur le logement, les repas, l'alcool, etc.. Il y a tout un ensemble de facteurs, mais je peux l'assurer de notre appui pour le tourisme.

Questions orales

LES TRAVAUX PUBLICS

LA BASE DES FORCES CANADIENNES À CHATHAM (N.-B.)

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics et elle a trait à la fermeture de la base des Forces canadiennes à Chatham, au Nouveau-Brunswick, ce qui risque d'entraîner la perte de centaines d'emplois dans la région. Tout le monde sait que c'est au ministre qu'il faut s'adresser si l'on a besoin de quelque chose au Nouveau-Brunswick. Je lui ai demandé l'autre jour quand il accepterait de recevoir les membres du comité de direction de la base de Chatham pour essayer de résoudre le problème. Le comité a demandé une audience à plusieurs reprises. Le ministre n'a pas répondu et ne s'est même pas penché sur le problème. Je lui demande encore une fois quand il se rendra au Nouveau-Brunswick pour aller discuter avec le comité de direction de la base de Chatham afin d'empêcher cette tragédie.

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je dois demander à la présidence de me préciser si un ministre est chargé de son ministère ou de sa région, non pas parce que je ne veux pas essayer de répondre pleinement aux questions, mais parce que je ne sais vraiment pas ce que je dois faire. Les manchettes des journaux dans ma propre province étaient plutôt dérogatoires...

Mme le Président: De toute évidence, les ministres ne peuvent pas répondre aux questions qui ont trait à leurs prétendues fonctions régionales.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES USINES D'EAU LOURDE AU CAP-BRETON (N.-É.)

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il sait certainement que le taux de chômage officiel au Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, dépasse 18 p. 100 et que des milliers d'autres travailleurs ont tout simplement cessé de chercher un emploi. Il sait sans doute aussi que la fermeture des usines d'eau lourde du Cap-Breton ajoutera 3,000 Néo-Écossais aux listes de chômage. Le gouvernement a-t-il l'intention de permettre aux usines d'eau lourde de Glace Bay et du détroit de Canso de fermer et, si c'est le cas, quels autres emplois le ministre peut-il offrir aux 3,000 travailleurs qui se trouveront sans travail? Et je ne veux pas parler d'Alastair Gillespie et de son projet Scotia Coal Synfuels.

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, nous connaissons très bien le problème et nous essayons de le résoudre. L'EACL travaille activement pour trouver de nouveaux débouchés. Comme il est question de construire une deuxième station Lepreau au Nouveau-Brunswick, et ainsi de suite, nous avons décidé pour l'instant que les deux usines continueraient à fonctionner. Si nous réussissons à trouver de nouveaux débouchés ou à vendre d'autres réacteurs Candu, les usines pourraient continuer à tourner plus longtemps. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour sauver ces emplois, mais bien entendu, tout dépend de la quantité d'eau lourde que nous pourrions vendre.